

CHAPITRE UN

Présentation du réseau international CADTM

Contre la dette,
pour d'autres mondes en marche





Présentation du réseau international CADTM

Contre la dette,
pour d'autres mondes en marche

“La tâche la plus urgente n'est pas de livrer, comme le font la Banque mondiale et le FMI, les démunis à l'appétit des nantis, mais de préserver durablement les garanties sociales ou écologiques obtenues, au prix souvent de dures luttes par certains. Puis d'étendre ces garanties à tous les terriens.”
Albert Jacquard, J'accuse l'économie triomphante, 1995.

Qu'est-ce que le CADTM?

Fondé en Belgique le 15 mars 1990, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements luttant dans la même perspective. Son travail principal, à partir de la problématique de la dette, consiste en la réalisation d'actions et l'élaboration d'alternatives radicales visant la satisfaction universelle des besoins, des libertés et des droits humains fondamentaux.

Depuis sa création, le CADTM est une association pluraliste constituée de personnes morales (1) et de personnes physiques. Une association qui ancre son action au carrefour des luttes des mouvements sociaux populaires, des mouvements d'éducation permanente, des syndicats, des comités de solidarité internationa-

le et des ONG de développement. Membre du conseil international du Forum social mondial, le CADTM s'inscrit pleinement dans le mouvement citoyen international qui lutte pour "d'autres mondes" possibles, ébauchant les traits d'une mondialisation alternative à celle que les promoteurs du modèle capitaliste néolibéral globalisé présentent comme l'horizon indépassable du bonheur des peuples, l'état naturel de la société, la "fin de l'Histoire" tenue de s'imposer à toutes et tous, et en tous lieux.

Partie prenante de ce "mouvement altermondialiste" qui récus les dogmes néolibéraux, le CADTM se donne pour mission de contribuer à l'émergence d'un monde fondé sur la souveraineté des peuples, la solidarité internationale, l'égalité, la justice sociale. Le CADTM a pour objet "d'améliorer l'information et la formation sur les problèmes de développement et en particulier dans le cadre des relations 'Nord-Sud'; de prendre toutes initiatives, d'organiser toutes actions, de diffuser toutes informations et de réaliser tous projets de nature à favoriser la solidarité internationale entre citoyennes et citoyens du monde, qu'ils vivent au Nord ou au Sud, à l'Est ou à l'Ouest; de favoriser l'émergence d'un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l'égalité entre les hommes, et entre ceux-ci et les femmes." (Extrait des statuts parus au *Moniteur* belge - l'équivalent du *Journal officiel* français -, 6 février 1992). Les projets, outils et activités qu'il développe à cette fin s'inscrivent dans une dynamique associant la recherche et l'action: publications (ouvrages, articles, analyses, revue...), conférences-débats, séminaires, formations, rencontres et manifestations internationales, campagnes de sensibilisation, concerts, etc. Le CADTM est à la fois un mouvement d'éducation permanente en milieu populaire et un réseau orienté vers l'action. L'objectif premier du CADTM - son angle d'attaque - est l'annulation de la dette extérieure publique des pays

de la Périphérie (Tiers Monde et ex-bloc soviétique) et l'abandon des politiques d'ajustement structurel imposées par le trio Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du Commerce (OMC). Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenable. Pour le CADTM, l'annulation de la dette extérieure publique des pays de la Périphérie n'est cependant pas une fin en soi. Elle est bien davantage un moyen, une condition nécessaire mais non suffisante au développement véritablement soutenable et socialement juste qu'il s'agit de promouvoir, tant au Sud qu'au Nord de la planète.

Objectifs et revendications

Le CADTM se fixe quatre missions principales:

- Proposer une analyse approfondie des origines et des conséquences de la dette de la Périphérie et des possibilités techniques et politiques de son annulation;
- Elaborer des alternatives de financement du développement humain et de transformation radicale de l'architecture institutionnelle et financière internationale;
- Définir les voies menant à la garantie universelle des droits fondamentaux;
- Renforcer les mouvements sociaux et les réseaux citoyens aux niveaux national et international; interpeller les représentants politiques à chacun de ces niveaux afin de les ame-

ner à garantir les droits humains fondamentaux et à mettre en œuvre les alternatives portées par le CADTM et les mouvements sociaux.

L'évolution de l'économie mondiale au cours des deux dernières décennies a montré que les peuples de la Périphérie ne pouvaient obtenir la satisfaction des droits humains par le biais de marchés financiers instables et concentrés sur une vingtaine de pays en développement. Parallèlement, les conditionnalités des prêts du FMI et de la Banque mondiale, appuyées par le Club de Paris, le cartel des pays les plus industrialisés, ont entraîné des réformes macroéconomiques qui creusent les inégalités, génèrent un appauvrissement massif et pérennisent l'endettement ainsi que la soumission au marché mondial dominé par les transnationales des pays les plus industrialisés.

Aussi est-il nécessaire que les peuples se libèrent de la dépendance envers les marchés financiers et les prêts multilatéraux en mettant en pratique un modèle alternatif comprenant plusieurs axes fondamentaux: une complémentarité Sud-Sud, une redistribution de la richesse pour mettre fin aux scandaleuses inégalités sociales, la création de fonds de développement importants et démocratiquement contrôlés par les parlements et par les citoyens des pays concernés. Ceci implique l'établissement d'un mécanisme de surveillance transparent et efficace, et, de manière plus générale, de mécanismes de participation populaire directe et démocratique permettant l'élaboration et la prise en mains par les citoyen(ne)s des projets de société qui engagent leur avenir.

Comment seraient alimentés ces fonds de développement? D'abord, bien entendu, par les sommes libérées par l'annulation de la dette de la Périphérie. Depuis 1980, celle-ci a été remboursée

huit fois! Mais elle a quadruplé depuis lors. Cette dette, dont une large part n'a jamais profité aux populations locales, est illégitime. Elle implique des transferts massifs de capitaux du Sud vers les créanciers du Nord (quelque 300 milliards de dollars annuels), les capitalistes du Sud prélevant leur commission au passage. Le remboursement de la dette se fait au détriment des budgets sociaux et entraîne une “re-colonisation économique” de la Périphérie par les transnationales et les gouvernements des pays les plus industrialisés.

Les classes dominantes des pays de la Périphérie participent du système capitaliste mondial globalisé et tirent elles-mêmes avantage de l'endettement externe de leur pays. Elles placent dans les pays les plus industrialisés les capitaux qu'elles ont accumulés grâce à l'exploitation des salariés et des petits producteurs (payans et artisans) de leur pays. Ensuite, elles empruntent des capitaux aux banques du Nord et sur les marchés financiers des pays les plus industrialisés. Leurs emprunts bénéficient le plus souvent de la garantie de l'Etat et, en cas de non-remboursement, sont pris en charge par les pouvoirs publics de la Périphérie, ce qui alourdit la dette externe publique.

De leur côté, les transnationales (y compris les banques) des pays les plus industrialisés et les institutions internationales qui défendent leurs intérêts (FMI, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, Club de Paris...) mettent en coupe réglée l'ensemble de la planète en commençant par la Périphérie, considérée comme une vaste réserve de matières premières et de main d'œuvre à bon marché. Elles utilisent l'arme de la dette pour dicter aux gouvernements de la Périphérie des mesures économiques (appelées “ajustement structurel”) qui permettent, de fait, de les recoloniser. L'exploitation des ressources naturelles (pétrole, or,

diamant, eau, bois, etc.) repasse sous le contrôle direct des transnationales; les principaux services publics sont privatisés (eau, santé, éducation, électricité, télécommunications...); le modèle du “tout pour l'exportation” se renforce... Les grandes orientations politiques et économiques tendent à être prises dans les capitales des Etats créanciers et sont ensuite appliquées par les gouvernements des pays endettés. Les cultures nationales sont laminées par l'invasion culturelle principalement “made in USA”.

Le CADTM, on l'a dit, considère l'annulation de la dette comme un préalable indispensable mais non suffisant. Il revendique également (2):

- Le versement par les pays les plus industrialisés de réparations en dédommagement du pillage perpétré depuis des siècles dans les pays de la Périphérie. Les cinq derniers siècles, en particulier, ont été jalonnés par la conquête coloniale, par la traite et la déportation des Noirs, par l'extermination de populations, l'anéantissement de cultures locales, voire de civilisations entières, l'épuisement des ressources et la destruction de l'environnement. L'asservissement par le système de l'endettement externe est une forme supplémentaire de pillage. Cela ouvre le droit des peuples de la Périphérie, victimes de ce pillage, à percevoir des réparations. Les pays les plus industrialisés ont contracté au cours de l'histoire une dette historique et écologique à l'égard de ces peuples. Il faut transformer l'aide publique au développement (APD) en dons destinés aux fonds de réparation.

Sur base de l'engagement pris par les pays industrialisés notamment lors de la conférence de Rio en 1992 (atteindre une APD d'au moins 0,7% du produit national brut - PNB), il faut tripler les montants consacrés à l'aide publique et la rebaptiser

“fonds de réparation” (la moyenne de cette aide publique allouée par les pays du Nord s'élevait en 2003 à 0,23% de leur Produit intérieur brut). Le CADTM apporte donc son soutien aux mouvements sociaux africains qui, lors de la conférence de l'ONU contre le racisme à Durban au début septembre 2001, ont exigé réparation pour les crimes commis au cours de l'Histoire contre leurs peuples, notamment la traite des Noirs et l'esclavage. Le CADTM apporte également son soutien aux mouvements qui luttent pour la reconnaissance de la dette écologique.

- La rétrocession des biens mal acquis par les élites du Sud: les peuples du Sud ont été spoliés par les pires dictatures, souvent soutenues par les pays du Nord et profitant d'un système d'impunité structurel. Cette spoliation se poursuit dans le cadre de la soi-disant “bonne gouvernance”. La suppression du contrôle des mouvements de capitaux dictée par les institutions financières internationales favorise une délocalisation massive des capitaux et facilite le blanchiment de l'argent du crime. Les biens mal acquis doivent être rétrocédés aux populations qui ont été dépouillées, ce qui implique la réalisation d'enquêtes internationales et la levée du secret bancaire;

- La taxation des transactions financières (taxe de type Tobin): en présumant du fait que l'introduction d'une telle taxe calmerait quelque peu la frénésie spéculatrice des opérateurs et diminuerait le volume des transactions à 500 milliards de dollars par jour (de l'ordre de 1.250 milliards par jour en 2003), une taxe de 0,1% dégagerait annuellement 120 milliards de dollars;

- L'établissement d'un impôt mondial exceptionnel sur les grosses fortunes, tel que l'a proposé la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuccd) en 1995;

- L'établissement d'un programme international de conversion des dépenses militaires en dépenses sociales et culturelles.

Ces diverses mesures alimenteraient des fonds de développement s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars - alors que les Nations unies évaluent à 80 milliards de dollars la somme



annuellement nécessaire, pendant dix ans, pour assurer un accès universel aux services sociaux de base (en plus des sommes déjà allouées actuellement à ces objectifs). Ces fonds permettraient aux pays du Sud d'établir progressivement des modèles de développement largement financés par leur épargne intérieure, intégrés en zones régionales et adaptés à leurs richesses naturelles et culturelles spécifiques.

Répetons-le: à cet égard, la participation active des citoyennes et citoyens du Sud (notamment à travers les institutions parlementaires) dans les prises de décision qui les concernent directement est fondamentale. En outre, toute conditionnalité macroéconomique d'ajustement structurel imposée par les créanciers doit être abolie.

Le CADTM se prononce également pour l'établissement d'une nouvelle architecture économique et financière internationale. Revendication qui implique notamment:

- La réforme radicale ou le remplacement du FMI, de la Banque mondiale, ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- Le contrôle des marchés financiers. Aucun financement du développement ne peut être efficace sans que les marchés financiers, hautement opaques et spéculatifs, ne soient contrôlés. Cela implique d'assurer la "traçabilité" et la transparence de toutes les opérations financières et de contrôler les mouvements de capitaux au niveau international.
- La suppression des paradis fiscaux.

Enfin, le CADTM considère l'émancipation des femmes comme partie intégrante de ses objectifs et de ses revendications prioritaires. Il demande la réduction généralisée du temps de travail. Il appuie également la lutte des mouvements de sans-papiers et des collectifs qui les soutiennent, dénonçant les centres fermés, les expulsions et les politiques sécuritaires et d'exclusion. Il soutient les mouvements et les citoyen(ne)s du Sud et du Nord qui revendiquent une réforme agraire radicale, la souveraineté alimentaire et s'opposent à l'expérimentation, à la mise en culture et à la commercialisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Il s'oppose à la criminalisation et à la répression de ces mouvements sociaux - et de la contestation en général.

Plus globalement, pour le CADTM, tous les peuples doivent pouvoir disposer du droit de concevoir leur propre développement sans être tenus de se référer au modèle dominant dont les ravages sociaux et écologiques sont patents. Il faut mettre en place une architecture internationale nouvelle, dont la fonction sera d'appliquer la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Accords multilatéraux sur l'environnement, les conventions de base de l'Organisation internationale du travail (OIT), la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention européenne des Droits de l'Homme, la Convention de Genève, etc.

Le rôle démocratique des Etats membres des institutions internationales est à ce sujet primordial: les parlements, après audition des ministères, des syndicats, des ONG et des associations concernés, devraient rédiger un rapport annuel contraignant sur les politiques menées par leurs gouvernements au sein de ces organisa-

tions, avec le souci majeur de faire coïncider ces politiques avec la réalisation des droits fondamentaux.

A cet égard, le CADTM soutient le principe de l'indivisibilité des droits: les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux doivent être défendus avec la même vigueur que les droits civils et politiques. Ce qui implique, dans un premier temps, l'adoption d'un protocole tel que demandé en 1993 par la conférence de Vienne, et, dans un second temps, de pouvoir juger certains crimes économiques comme des crimes contre l'humanité imprescriptibles par nature. Le premier devoir de la justice, où que ce soit, doit être de faire respecter les droits humains fondamentaux, au Nord comme au Sud. Toute politique doit être guidée par cette priorité.

Origines et évolution du CADTM

La fondation du CADTM en mars 1990 s'est faite sur base de l'appel de la Bastille, lancé en France en 1989 (voir p. 47 le texte de l'appel). En 1991, le CADTM devient une association sans but lucratif (ASBL, l'équivalent des associations loi 1901 en France). Bien que tourné dès le départ vers des actions menées au niveau international à l'occasion des réunions du G7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés de la planète: Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon), de l'ONU, de la Banque mondiale et du FMI, il réalise principalement un travail d'éducation et de mobilisation en Belgique, son pays d'origine, entre 1990 et 1993. Dès sa création, le CADTM organise des campagnes qui visent à élargir la sensibilisation et la mobilisation du grand public sur l'urgence de relations équitables entre le Nord et le Sud: "Dette du Tiers Monde: bombe à retardement" (1990), "Dette du Tiers Monde au temps du choléra" (1991), "Quand

40.000 enfants meurent chaque jour, il n'y a pas une minute à perdre” (1992-1993), “Dettes du Tiers Monde: nécessaire solidarité entre les peuples” (1994-1997), “Du Nord au Sud: l'endettement dans tous ses Etats” (1997-1998), “Des Ressources pour des Alternatives en faveur des citoyens et du développement” (1999-2000) et la campagne “Abolir la dette pour libérer le développement” (2000-2004).

L'année 1994 marque un tournant pour le CADTM, qui lance, sur le modèle de la campagne “*IMF, WB, WTO: 50 years is enough*” initiée aux Etats-Unis un appel mondial intitulé “FMI, Banque mondiale, OMC: 50 ans, ça suffit!” et co-organise en septembre le sommet de Madrid “Les Autres Voix de la Planète”.

C'est également à partir de 1994-1995 que le CADTM produit des publications à diffusion internationale (en français, en néerlandais et en anglais). Entre 1998 et 2002, le CADTM renforce ses moyens et son réseau militant, au Nord comme au Sud. De nouveaux comités et/ou partenariats se constituent (en Afrique de l'Ouest, au Maghreb, en Afrique centrale, en France et en Suisse) tandis que d'autres associations s'intègrent ou collaborent étroitement au réseau international (associations du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de Côte d'Ivoire, du Congo Brazzaville, de la République démocratique du Congo, d'Angola, d'Equateur, de Colombie, du Venezuela, du Paraguay, de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, du Bangladesh, d'Inde, de la Réunion...).

En 1998-1999, le CADTM participe à la campagne mondiale Jubilé 2000 - en référence au Jubilé célébré par les Eglises en l'an 2000. En 1999, il est associé étroitement à l'organisation à Saint-Denis (Paris) des rencontres internationales placées sous le thème “Contre la dictature des marchés: un autre monde est possible”

(co-organisées par ATTAC France, le CADTM, la Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC - CCCOMC, le Forum mondial des alternatives et Dawn, organisation féministe). Ces rencontres préfigurent le travail en réseau et les mobilisations à venir du mouvement altermondialiste. En 1999, le CADTM, le Centre national de coopération au développement (CNCD), l'association Les amis du *Monde diplomatique* et des individus fondent ATTAC en Belgique. En décembre 2000, le CADTM organise conjointement avec le CNCD, le CONGAD Sénégal (Conseil des ONG d'appui au développement) et Jubilee South deux rencontres internationales à Dakar: "Afrique: des résistances aux alternatives" et "Premier Dialogue Sud-Nord".

A partir de 1999, le CADTM acquiert une reconnaissance nationale et internationale sur la question de la dette de la Périphérie, aux côtés d'autres réseaux: au Nord, le réseau Jubilé 2000 (autour de Jubilee 2000 en Grande-Bretagne et Erlassjahr 2000 en Allemagne) et Eurodad (réseau d'ONG européennes travaillant sur la question de la dette); au Sud, Jubilee South. A l'image de ses publications qui gagnent en professionnalisme et en diffusion internationale, le travail et l'extension du réseau progressent constamment, en relation étroite avec d'autres réseaux partenaires naturels: ATTAC, le Forum mondial des alternatives, la Marche mondiale des femmes, le mouvement international paysan Via campesina, Focus on the Global South (Thaïlande)... ou avec des associations nationales telles que le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE, Espagne).

Entre 2001 et 2003, le CADTM est directement associé à la préparation et à la réalisation du Forum social mondial, dont les trois premières éditions se tiennent à Porto Alegre, au Brésil. En juin 2002, le CADTM participe activement au Forum des peuples

à Siby (Mali, organisé par la CAD-Mali/Jubilé 2000) en contrepoint au sommet du G8 (le G7 + la Russie) retranché dans les Montagnes Rocheuses au Canada, ainsi qu'au Forum social européen de Florence, en novembre 2002, au cours duquel se réunira l'assemblée des mouvements sociaux qui lancera l'appel à la manifestation mondiale d'opposition à la guerre contre l'Iraq - plus de douze millions de personnes dans les rues le 15 février 2003, aux quatre coins de la planète, et plusieurs millions le 22 mars.

Les activités du CADTM aux niveaux national et international seront encore plus nombreuses en 2003 et 2004, avec notamment l'implication du réseau dans les mobilisations de Siby (Mali, juin 2003), de Genève (Suisse) et d'Annemasse (France) contre le sommet du G8 (en juillet), ou du Larzac, en France, à la mi-août 2003: 200.000 participants (alors qu'on en attendait quatre fois moins) réunis pendant trois jours autour de l'opposition à l'agenda de Doha soumis à celui de la rencontre interministérielle de Cancun (Mexique) prévue en septembre 2003, du soutien au recours à la désobéissance civile pour lutter contre l'expérimentation des OGM, de la solidarité avec la Palestine ou de la convergence entre différentes luttes sociales (défense du système des retraites par répartition, luttes des enseignants, des intermittents du spectacle, etc.). Sans oublier les mobilisations de Paris-Saint-Denis (deuxième Forum social européen, novembre 2003), de Mumbai (quatrième Forum social mondial, convoqué pour la première fois en Inde, en janvier 2004), de Kita, au Mali (troisième Forum des peuples) ou son implication dans la nouvelle campagne internationale contre les institutions de Bretton Woods, désormais sexagénaires, sous le mot d'ordre "60 ans, c'est l'âge de la retraite!"

De nouveaux champs du possible...

Le CADTM travaille comme un collectif d'élaboration. Il a participé à de nombreux comités de rédaction de plates-formes et de déclarations sur le plan international. A Madrid en 1994, à Copenhague et à Bruxelles en 1995, au Chiapas et à Manille en 1996, à l'Ile Maurice et à Caracas en 1997, à Saint-Denis en 1999, à Bangkok, Genève et Dakar en 2000, à Porto Alegre en 2001-2002-2003, à Genève en 2003, à Mumbai et à Kinshasa en 2004, pour ne prendre que certains de ces moments forts qui lui ont permis de contribuer à enrichir l'analyse produite en différents endroits de la planète. Ces exercices de démocratie et de structuration sont des éléments-clés pour rompre le sentiment d'isolement et avancer dans la construction d'un projet commun.

Une des spécificités du CADTM a justement été de mettre d'emblée l'accent sur son caractère international et internationaliste. International, cela va de soi quand on aborde une telle problématique. Mais parallèlement, dans sa ligne de conduite, il s'attachait à renouer avec une dynamique anti-impérialiste, un nouvel internationalisme qui battait un peu de l'aile à cette époque (le début des années 1990) mais qu'il semblait plus urgent que jamais de reconstruire. Alors que le CADTM se développait en Belgique, il s'est ouvert directement aux mouvements qui existaient ailleurs ou qui étaient en voie de constitution, comme ATTAC à partir de 1998-1999 ou Jubilé Sud à partir de 1999. Chaque fois que l'occasion s'en présentait, des "acteurs sociaux" d'autres régions du monde étaient invités par le CADTM, qui, de son côté, répondait aux invitations à l'étranger découlant de ces premiers contacts.

Son extension internationale n'a pas empêché le CADTM de poursuivre un travail opiniâtre au niveau local. Qu'il soit interpel-

lé par un professeur, une paroisse, une mosquée, un groupe de chômeurs, un comité de solidarité, un syndicat, le CADTM répond aux appels avec toujours pour objectifs la compréhension, la prise de conscience et la mobilisation.

A force d'analyser les mécanismes de la dette de la Périphérie, à mesure que les promoteurs de ces mécanismes affinaient leurs politiques, le CADTM a été amené à élargir le champ de son intervention. Etudier et dénoncer les attaques frontales menées contre le système éducatif, le système de santé, démontrer les effets néfastes des privatisations, les conséquences dramatiques du chômage et de la misère dans les pays de la Périphérie n'a pas de sens si l'on n'est pas en mesure, simultanément, de détecter dans sa propre région ces

AU SUD DE LA PLANÈTE, LA VIE SUIT SON COURS ...



mêmes mécanismes pervers, ces mêmes politiques nuisibles à l'œuvre et de les combattre avec autant de détermination - même si elles ne s'appliquent pas (encore) avec la férocité déployée ailleurs. De même que, pour pouvoir expliquer la nécessité d'un impôt sur les transactions spéculatives à l'échelle mondiale, il faut bien évidemment se pencher sur la problématique de l'imposition des grosses fortunes dans son propre pays.

Pour prendre un autre exemple, cela signifie que celui qui peut décoder l'injustice de l'endettement de la Périphérie a le devoir moral de s'attaquer avec une égale conviction aux dettes publiques des pays industrialisés. Dans le Nord aussi, le système de la dette publique est un mécanisme de transfert de richesses des salariés et petits producteurs vers la classe capitaliste.

Elargissement... à l'Est, également: dès le début des années 90, le CADTM s'est ouvert aux pays de l'ex-bloc soviétique, qui sont directement confrontés, eux aussi, à la problématique de la dette et de l'ajustement et dans lesquels un certain nombre de mouvements cherchent des alternatives originales.

Autre manifestation de l'élargissement du champ d'action du réseau: la lutte est désormais menée sur le terrain de la justice et du droit - et plus spécifiquement sur le terrain du droit international. Des poursuites pénales contre le FMI et la Banque mondiale sont envisagées, pour complicité avec des régimes dictatoriaux et imposition de politiques contraires aux droits humains; la nécessité d'un audit citoyen de la dette est devenu un thème central des activités du réseau CADTM, en lien avec ses partenaires; le travail mené par le CADTM, avec d'autres, sur la question de la dette odieuse, connaît un écho international qui va grandissant.

L'ouverture du champ d'intervention du CADTM s'exprime en outre par son engagement dans des initiatives de type référendaire (par exemple la *consulta*, grande consultation populaire organisée en Espagne en mars 2000 par le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure, avec plus d'un million de participants; ou au Brésil, avec le référendum réalisé en septembre 2000 par les mouvements sociaux - 6 millions de bulletins de vote; ou encore en Argentine, avec la consultation populaire "autoconvoquée" sur l'ALCA (3), la dette et la militarisation, à laquelle plus de deux millions de citoyens ont participé fin novembre 2003), dans la préparation d'audits citoyens de la dette ou de tribunaux d'initiative populaire contre la dette.

Autant de réalisations concrètes qui ont permis à la campagne internationale pour l'annulation de la dette de prendre progressivement un caractère de masse, et de rendre possible la réussite d'autres initiatives continentales et mondiales (notamment le tribunal international des peuples à Porto Alegre en 2002 et à Genève en 2003). Signalons enfin le travail effectué par le réseau CADTM sur la question de la dette écologique, qui élargit encore la problématique qu'il embrasse.

Au gré de ses multiples activités, le CADTM s'est doté d'un réseau scientifique international rassemblant des chercheurs et des universitaires de tous les continents qui lui permet d'élaborer des analyses scientifiques pointues et de renforcer son intervention dans la création d'un Observatoire international de la dette et du financement du développement. Le CADTM est ainsi porteur d'une expertise scientifique, technique et politique sur la question du financement du développement humain - expertise reconnue et utilisée par nombre d'organisations du mouvement altermondialiste ou du mouvement syndical, en Belgique et dans le reste du monde.

... pour d'autres mondes en marche

L'action du CADTM est certes modeste au regard du défi auquel il est confronté - les autres acteurs du processus social historique repris sous le terme générique de “mouvement altermondialiste” rencontrent ce même défi: la construction commune de ces autres mondes possibles qu'il est urgent - vital! - de substituer aux logiques mortifères de la mondialisation néolibérale. Mais elle indique qu'il n'est pas vain de contribuer, à son échelle, au développement de ce mouvement international capable à la fois de penser la grande transformation mondiale en cours et de répondre par l'action aux problèmes nouveaux qu'elle pose.

Car si partout le monde frémit, résonnant de la colère légitime de peuples tirillés par le sentiment d'une indignité forcée, poussés par un désir de mieux vivre, révoltés par la violence d'un système inique et sans issue, si partout le “pessimisme de la raison” est de rigueur pour mesurer l'ampleur de l'attaque néo-libérale, la profondeur dramatique de ses conséquences et la puissance de ses promoteurs (symbolisée notamment par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, les grandes entreprises transnationales, les principales places financières et le G8), il n'est plus possible désormais d'ignorer “l'optimisme de la volonté” qui anime des pans entiers de la population mondiale et les rassemble dans la volonté de se réappropriier le présent pour bâtir ensemble un avenir commun qui ne serait plus celui de la guerre, de la loi du plus fort, du profit, de l'exclusion et de l'injustice mondialisée.

Les politiques imposées par les “saigneurs de la terre”, ces “nouveaux maîtres du monde”, provoquent des catastrophes sociales, écologiques, économiques, culturelles vécues simultanément par l'écrasante majorité des populations de la planète, réunies par les

maux et l'appauvrissement généralisé qui leur sont imposés. Pour la première fois, en tout cas à une telle échelle, ces populations s'organisent pour faire pièce, ensemble, au système qui prétend les maintenir dans la misère et l'oppression.

S'il ne faut pas la surestimer, s'il ne faut pas déduire de ses maigres victoires l'échec programmé des maîtres d'œuvre de la mondialisation capitaliste, cette lutte multiple, hétérogène, qui rassemble tous les âges, toutes les origines sociales et culturelles, porte en elle la détermination, la radicalité et la clairvoyance politique nécessaires aujourd'hui à la construction d'un devenir commun différent de celui, bien sombre, qui nous est promis.

C'est de cette lutte que le CADTM entend prendre sa part, dans tous les actes qui font son quotidien, parce que, pour reprendre la formule du poète français René Char, *“ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards ni patience”*. Et c'est de cette lutte qu'il sera question tout au long de la deuxième partie de ce livre, au fil des pages consacrées à quelques-uns des appels, à quelques-unes des analyses, déclarations, plates-formes ou prises de position adoptées par les associations, les organisations, les mouvements sociaux et les peuples qui la mènent, aux quatre coins de la planète.

Autant de textes fondateurs et de référence dans lesquels les positions du CADTM se retrouvent largement, témoignant de la lutte croissante, déterminée, courageuse, de celles et ceux qui refusent de se résigner à la marche injuste du monde.

Le CADTM dans son contexte: la campagne internationale en faveur de l'annulation de la dette des pays de la Périphérie

La campagne internationale en faveur de l'annulation de la dette de la Périphérie est aujourd'hui centrale au sein du mouvement altermondialiste. Forte de la plus grande pétition de l'histoire de l'humanité (24 millions de signatures collectées entre 1998 et 2000 dans 166 pays), elle rassemble des mouvements hétéroclites éparpillés sur tous les continents. Si la problématique de la dette de la Périphérie n'est pas neuve (la crise de la dette actuelle prend son origine dans le défaut de paiement décrété par le Mexique en août 1982), il aura fallu plusieurs années pour former un réseau international d'envergure.

Dans les pays de la Périphérie, la campagne pour le non-paiement de la dette extérieure a pris, entre 1982 et 1990, un caractère populaire et massif en Amérique latine, continent le plus touché par la crise. De nombreuses organisations syndicales et paysannes latino-américaines ont tenté de promouvoir une solidarité continentale, à l'initiative de Cuba, qui a lancé en 1985 la campagne "La dette est impayable". Finalement, les gouvernements latino-américains n'eurent pas la volonté de constituer un front latino-américain pour le non-paiement de la dette.

Dans la deuxième moitié des années 1980, en Afrique subsaharienne, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour exiger l'arrêt des remboursements. Thomas Sankara, le jeune président du Burkina Faso, proposa lors d'une réunion de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à Addis-Abeba en 1987 de constituer un front africain pour l'annulation de la dette. Après son assassinat, on ne trouvera plus un seul chef d'Etat africain pour faire

avancer ce combat. Au Nord, certaines organisations ont fait office de pionnières, telle le CEDETIM à Paris, qui a abordé le sujet dès 1983, ou le CADTM en Belgique, qui a contribué à partir de 1990 à la campagne “Ca suffat comme ci” lancée lors du G7 de 1989 à Paris (voir plus loin). Plusieurs livres écrits par Susan George, aujourd'hui vice-présidente d'Attac France, ont également eu une influence non négligeable sur le renforcement du mouvement dans sa phase initiale.



La campagne internationale prend un nouvel élan à la fin des années '90, lors du lancement de la campagne Jubilé 2000, avec le soutien des Eglises. En mai 1998, lors du G8, à Birmingham, 70.000 personnes manifestent pour l'annulation de la dette des pays pauvres à l'appel de Jubilé 2000-Grande-Bretagne et encerclent le sommet. En 1999, à Johannesburg, le réseau Jubilé Sud est officiellement fondé. Son siège est aux Philippines et il regroupe des organisations de tous les continents du Sud (Asie, Afrique, Amérique latine), coordonnées par pays et par continents.

Le succès de Birmingham marque le début d'une campagne internationale de très grande ampleur: deux ans plus tard, des coalitions Jubilé 2000 existent dans 66 pays. D'autres réseaux se créent dans plusieurs pays du Nord, notamment en France avec la plateforme "Dettes et développement", qui regroupe des ONG, des syndicats et des associations comme ATTAC ou le CADTM France. En Espagne, s'est constitué en 1999 le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE), qui a organisé un référendum pour l'annulation de la dette avec la participation de plus d'un million de votants le 12 mars 2000. Ces réseaux se rencontrent lors de séminaires communs (comme à Amsterdam en avril 2000 ou à Bruxelles en décembre 2001), de conférences internationales (comme à Bangkok et à Genève en 2000, à Dakar en décembre 2000, à Gênes en juillet 2001, à Liège en septembre 2001 ou à Porto Alegre, notamment à l'occasion du Tribunal des peuples contre la dette en février 2002), ou de manifestations (notamment lors des sommets du G7 et des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale).

Plusieurs réseaux ont accompli un effort de convergence systématique. Des débats traversent le mouvement: l'annulation de la dette doit-elle être inconditionnelle ou non? Jubilé Sud, le CADTM et le RCADE répondent par l'affirmative à cette question (les seules conditionnalités légitimes étant celles définies par les populations locales et garantissant que les fonds libérés par l'annulation seront bien utilisés pour le développement social), tandis que plusieurs campagnes Jubilé 2000 de pays du Nord acceptent que des conditions soient fixées par les créanciers.

Autres sujets de débats: faut-il accompagner de manière critique la nouvelle stratégie du FMI et de la Banque mondiale ou faut-il purement et simplement s'y opposer? Faut-il annuler la dette exter-

ne publique de l'ensemble de la Périphérie, ou seulement d'une partie des pays qui la composent (les plus "pauvres")?

A partir de 1999, le poids des mouvements du Sud augmente progressivement. De grandes mobilisations se déroulent au Pérou (1999), en Equateur (1999-2001), au Brésil (septembre 2000), en Afrique du Sud (1999-2000), en Argentine (2001-2004), etc. Mais la campagne ne se limite pas à des réseaux mobilisés spécifiquement sur la question de la dette. La synergie est permanente, vu les passerelles évidentes existant entre les différents thèmes de lutte, avec des réseaux actifs sur les questions des marchés financiers, des institutions financières internationales, de l'OMC, etc.

Ainsi l'annulation de la dette de la Périphérie est-elle une revendication centrale de la plate-forme internationale du mouvement ATTAC; ainsi les organisations comme 50 Years is Enough (Etats-Unis), Bretton Woods Project (Grande-Bretagne) ou Agir Ici (France) sont-elles logiquement en faveur de l'annulation de la dette responsable des plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale contre lesquels elles luttent; ainsi le mouvement paysan international Via Campesina (70 millions de paysans membres) combat-il également la dette.

La Marche mondiale des Femmes, elle aussi, reprend la revendication; les grandes confédérations syndicales internationales CISL et CMT (Confédération internationale des syndicats libres et Confédération mondiale du travail) apportent leur soutien; enfin, des réseaux actifs sur le commerce international, tel Focus on the Global South, défendent l'annulation de la dette, dans la mesure où celle-ci est utilisée comme moyen de chantage par les créanciers pour imposer aux débiteurs l'ouverture maximale de leur économie.

Notes

1. En Belgique, les personnes morales qui ont contribué à la fondation en 1990 du CADTM sont issues d'horizons divers et témoignent du caractère pluriel du CADTM: des mouvements d'éducation populaire (Equipes populaires - mouvement d'éducation permanente lié au Mouvement ouvrier chrétien -, Fondation Joseph Jacquemotte, Fondation Léon Lesoil, Union des progressistes juifs de Belgique), des syndicats (deux régionales de la CGSP, Centrale générale des services publics - celle de Liège et celle du Limbourg -, l'ensemble du secteur Enseignement de la CGSP, la régionale d'Anvers de l'ACOD Onderwijs, la Fédération des métallurgistes de la Province de Liège) des ONG (Peuples solidaires, Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative - GRESEA, Forum Nord-Sud, Centre tricontinental, Socialisme sans frontières, FCD Solidarité socialiste, Oxfam solidarité, Centre national de coopération au développement), de comités de solidarité (Comité Mennan Men-Haïti, Comité Amérique centrale de Charleroi), des mouvements de la paix (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie - CNAPD -, VREDE), des partis (Parti ouvrier socialiste, Parti communiste), et une association féminine "Refuge pour femmes battues et leurs enfants".

2. Pour une présentation plus complète des alternatives proposées par le CADTM, voir Eric Toussaint, *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie*, chapitre 19, co-édition CADTM (Liège) - Syllepse (Paris) - CETIM (Genève), 2004, 638 pages.

3. ALCA: acronyme désignant, en espagnol, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

